

REVUE DE PRESSE
novembre 2015 - août 2016

**UNE PHOTOGRAPHIE
DU DÉBAT INTELLECTUEL EN FRANCE
AUTOUR DE LA QUESTION :**

Le « ressentiment colonial »
dans la France de l'après-Charlie :
un héritage non soldé ?

Synthèse de Yoann PUPAT
Novembre 2016

Le « ressentiment colonial » dans la France de l'après-Charlie : un héritage non soldé ?

Synthèse

SOMMAIRE

Introduction	2
1. Une question sensible qui cristallise les « passions françaises »	3
2. La réactualisation du « ressentiment postcolonial » dans la France de l'après-Charlie : le retour du refoulé colonial	4
3. La « racialisation de la question sociale » : des ressorts controversés	6
4. L'assimilationnisme à la française sur le banc des accusés	8
Annexe	11
Bibliographie	13

Yoann Papat, (coordination Catherine Foret et Ludovic Viévard), pour la Direction de la prospective et du dialogue public (DPDP) de la Métropole de Lyon

Novembre 2016

Introduction

La vague d'attentats qu'a traversée la France depuis fin 2015 a provoqué une réactualisation de la « question postcoloniale », apparue au grand jour dix ans plus tôt au moment des émeutes urbaines de novembre-décembre 2005. C'est désormais la présence de descendants d'immigrés postcoloniaux parmi les terroristes qui interroge le rôle du « ressentiment postcolonial » comme ressort éventuel de la « radicalisation » djihadiste. Plus généralement, le fait que la France soit particulièrement visée par les attentats a amené les intellectuels à réévaluer le poids d'un « passé colonial qui ne passe pas ». La synthèse proposée ici vise à rendre compte du débat intellectuel autour de cette question. Elle s'appuie, pour l'essentiel, sur des textes parus dans la presse ou des revues spécialisées accessibles à un large public¹. Elle fait apparaître le **caractère tranché des prises de position** sur le sujet. De manière significative, plusieurs auteurs qualifient eux-mêmes le débat de « sensible », ou font état de son caractère manichéen et bi-frontal. Le politologue et promoteur du Printemps républicain, **Laurent Bouvet**, estime par exemple que « *l'on retrouve aujourd'hui dans le débat intellectuel et plus largement public, une violence que l'on avait oubliée depuis l'époque de la Guerre froide. Tout désaccord, toute nuance, tout questionnement est immédiatement disqualifié.* » Ainsi, deux camps bien marqués s'opposent, qui se renvoient dos à dos leurs arguments. On retrouve dans un camp des « **entrepreneurs d'ethnicité et de mémoire** », selon l'expression de **Jean-Loup Amselle**, qui dénoncent un « **racisme d'État** » à l'encontre des minorités postcoloniales et se sont constitués comme les porte-parole de cette catégorie de la population dont la francité serait déniée. En face, on assiste, selon le philosophe **Etienne Balibar**, à un durcissement du camp des « **laïcs identitaires** » qui confine au « **communautarisme d'État** ». Tout se passe donc comme si le « *piège identitaire des racismes réciproques* » s'était refermé sur la société française, analyse l'anthropologue **Jean-Loup Amselle** à partir de la polémique autour de l'« **affaire Benzéma** »². À travers celle-ci, « *la France montre qu'elle est l'objet d'une fracture raciale, fracture qui révèle l'existence d'un passé colonial en attente de liquidation. (...) c'est ce paradigme postcolonial qui fait désormais office d'étalon des valeurs dans une société revendiquant pourtant, de façon paradoxale, la République comme seul et unique principe d'organisation.* »

Cette synthèse revient d'abord sur la politisation très française des études coloniales (1). Puis, elle examine comment les auteurs qui prennent la parole sur ce sujet réactivent la référence à un « ressentiment (post)colonial, dans le nouveau contexte de la France de l'après-Charlie marqué par l'intégrisme musulman et le durcissement de la laïcité (2). Cette réactivation d'une lecture postcoloniale des fractures identitaires de la société française conduit à « racialisier la question sociale » (3). En effet, parler de « racisme postcolonial », que celui-ci soit considéré comme étatique ou sociétal, c'est postuler **une continuité des structures mentales et sociales héritées de la colonisation** et faire *in fine* de la

¹ À une exception près, les 19 textes du corpus ont été publiés après les attentats contre la rédaction de Charlie Hebdo. Les auteurs sont pour la plupart des intellectuels, des chercheurs, des essayistes, des responsables publics, etc. La sélection, que l'on retrouve en annexe, a été effectuée avec le souci de rendre compte de la variété des points de vue défendus autour de la question de « l'héritage colonial » et de son poids dans l'analyse de la crise traversée par la société française.

² Dans un entretien au quotidien sportif espagnol « Marca » réalisé le 1er juin 2016, Karim Benzema affirmait que le sélectionneur de l'équipe de France a « *cédé à la pression d'une partie raciste de la France* » en ne sélectionnant pas l'attaquant du Réal Madrid pour l'Euro 2016 de football. Cette petite phrase déclenche alors une polémique au sein de l'espace public français.

« guerre des identités » une « guerre des races » Si celle-ci reste plus souvent alléguée dans une posture militante de dénonciation que vérifiée scientifiquement, l'universalisme républicain n'en reste pas moins hanté par son fantôme colonial (4) dans son attitude à l'égard des musulmans de France.

1. Une question sensible qui cristallise les « passions françaises »

Le physicien de formation et spécialiste de l'islam de France **Malik Bézouh** souligne le caractère très sensible du débat sur le passé colonial du pays. Ainsi, « *Cette sensibilité coloniale à fleur de peau est d'autant plus forte que l'on a beaucoup de mal, en France, à aborder cette problématique importante avec le sérieux qu'il convient. Cette absence de sérénité n'est pas de nature à apaiser la passion et ses effets, qui parfois peuvent être destructeurs.* » Le problème, c'est que la question postcoloniale relève à la fois de la controverse académique et de la polémique médiatico-politique. En effet, on assiste à un entrecroisement entre l'engagement d'intellectuels universitaires dans l'espace public et la mobilisation de théories en terrain militant. Si « *la politisation très française des études postcoloniales autour de l'idéal républicain a sans doute entamé la légitimité théorique de ce champ de recherche* », comme le constate la journaliste du quotidien *Libération* Sonya Faure, les lunettes de la postcolonialité n'ont pas moins contribué que le référent « communautaire » à reconfigurer les discours publics dans une « **perspective ethno-nationaliste** », selon le sociologue **Fabrice Dume**.

→ **Une politisation hexagonale des études postcoloniales** : l'irruption du « fait colonial » (2003-2005) dans le débat intellectuel a suivi en France un autre parcours que celui, académique, des *postcolonial studies* anglo-saxon. Non-issu d'une entreprise universitaire ou d'un courant littéraire, **la perspective post-coloniale a d'abord été produite par les acteurs sociaux eux-mêmes** — comme l'association des Indigènes de la République —, mais aussi les réseaux activistes attachés à la réhabilitation de la mémoire de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), à l'occasion du vote de la loi du 23 février 2005 sur la reconnaissance du « rôle positif » de la colonisation.

→ **Un rapport exacerbé à une histoire fantasmée**. Comme l'explique **Malik Bezouh**, « *Le ressentiment colonial s'alimente, en partie, d'une perception fantasmée de l'histoire coloniale.* » D'ailleurs, cela vaut dans les deux sens : « *du côté des nostalgiques de l'Algérie française, comme du côté des enfants issus de l'immigration maghrébine* ». En effet, « *chez les tenants de l'OAS et consorts, l'on cultive un déni des souffrances indigènes, ô combien réelles pourtant, et l'on met en avant les 'bienfaits de la colonisation' et de sa prétendue mission civilisatrice.* » Quant aux citoyens français de culture ou de confession musulmane, « *une telle négation d'une histoire civilisationnelle, d'une culture, leur est insupportable. À ce péché originel s'ajoute un ensemble d'injustices, à tout le moins fortes, ponctuant l'histoire de l'épopée coloniale, dont ont été victimes les indigènes d'Afrique du Nord, en particulier ceux d'Algérie.* »

→ **Ce rapport traumatique au passé colonial met en lumière le rôle des historiens dans la reconstruction de « mémoires partagées »**. Dans un contexte hexagonal de crispations identitaires, « *Le travail de mémoire et d'histoire (...) constitue (...) une alternative nécessaire et incontournable* », insiste Mohammed Ouaddane, délégué général du réseau Mémoires en Île-de-France. Mais **le travail de mémoire suffit-il à cicatrifier les maux de la fracture coloniale ?** Initiées par la loi Taubira de 2001 sur la reconnaissance de l'esclavage, les nombreuses actions mémorielles conduites depuis dans le pays ont, selon **Sébastien Ledoux**, « *dépolitisé les questions d'intégration* » des groupes issus de l'immigration postcoloniale au profit d'une « *racialisation des relations sociales et de notre rapport au passé en rétribuant symboliquement des groupes sur une base ethnique, entraînant des concurrences intercommunautaires.* »

→ La question postcoloniale est d'autant plus « sensible » dans l'hexagone qu'elle vient heurter de plein fouet un « **modèle** » français d'intégration républicaine réputé « **indifférent aux différences** ». Derrière la « lutte décoloniale » menée sur le terrain associatif par ceux qui se sont imposés comme les représentants des « minorités visibles », se joue simultanément une « **guerre des modèles** » d'intégration (l'universalisme républicain contre le communautarisme multiculturel). Le ressentiment postcolonial s'entrechoque ainsi dans l'espace public avec la figure obsessionnelle du « communautarisme » comme « chimère » du nationalisme français, selon l'expression de **Fabrice Dhume**. Comme le rappelle la journaliste **Anne Chemin**, « *le mot 'communautarisme' est devenu l'un des leitmotifs du débat public* », une passion française née il y a vingt ans, autour de l'islam et sous la plume de philosophes néo-républicains qui « *défendent une conception traditionnelle de la nation, incarnation de la cohésion nationale*, selon le chercheur **Philippe Portier**. « *Leur hantise, c'est le repli, voire la distanciation à l'égard de ce modèle. Ce courant recrute à droite comme à gauche : la droite insiste sur la culture chrétienne de la France, la gauche sur les valeurs universalistes des Lumières, mais toutes deux mettent en avant une conception unitaire de la nation* ».

→ **La question postcoloniale joue donc à plein dans la polarisation identitaire du spectre politique**. Le référent postcolonial, que ce soit comme repoussoir ou par appropriation partisane, est mobilisé d'un bout à l'autre de l'échiquier politique et constitue une source de divisions aussi bien « inter » (« droite décomplexée » vs « gauche diversitaire ») que « intra » partisans (« gauche diversitaire » vs « gauche populaire »). L'**effet backlash** (ou « effet de retour ») joue à plein dans ce débat entre la gauche diversitaire et la droite identitaire : « *à mesure que ces identités minoritaires se durcissent, de l'autre côté s'établit aussi un durcissement de l'identité blanche et catholique* », décrit ainsi l'anthropologue **Jean-Loup Amselle** dans son ouvrage sur *L'ethnisation de la France* (2011). « *Quand une fraction des jeunes adoptent un credo identitaire nationaliste et xénophobe, les jeunes en échec des quartiers pauvres et immigrés trouvent une rédemption dans l'islam radical* », constate à son tour le sociologue **Hugues Lagrange**. Or, pour **Laurent Bouvet**, « *on ne peut se satisfaire d'un débat opposant, comme c'est malheureusement trop souvent le cas aujourd'hui, une gauche du déni à une droite du rejet. Pas seulement parce qu'il est vicié intellectuellement mais parce qu'il ne peut conduire qu'au pire.* » **Entre la « concurrence victimaire » des uns, et la « dérive populiste » des autres, les voix plus nuancées restent en définitive difficilement audibles.**

→ Mais cette politisation est également liée à **une série d'entreprises intellectuelles critiques à l'égard notamment de la gauche socialiste**. Laurent Bouvet critique par exemple « **l'islamo-gauchisme** » en y voyant un effet du « **complexe colonial** » ; dans la même ligne, le rédacteur en chef du *Monde des Livres* **Jean Birnbaum**, dénonce le « **rien-à-voirisme** » de gauche face à l'islam, dont l'origine remonte à la Guerre d'Algérie et à l'aveuglement des militants anticolonialistes français face aux ressorts religieux de la lutte anti-coloniale ; enfin, l'anthropologue marxiste **Jean-Loup Amselle** s'en prend, lui aussi, à la gauche postcoloniale et multiculturelle, responsable de **l'ethnisation des rapports sociaux** et de la dépolitisation de la question sociale, sans verser toutefois dans la plainte d'une « **insécurité culturelle** », un concept popularisé par **Laurent Bouvet** et jugé trop ethnisant et inopératif scientifiquement par l'anthropologue.

2. La réactualisation du « ressentiment postcolonial » dans la France de l'après-Charlie : le retour du refoulé colonial

→ Il faut remonter une décennie en arrière pour comprendre comment la controverse autour du « fait colonial » s'est structurée, lors du moment charnière de l'année 2005. Les travaux de **Romain**

Bertrand³ (2006) montrent comment l'**argument de la « République coloniale »** brandi par l'association de lutte anti-raciste les *Indigènes de la République* et les associations du mouvement autonome de l'immigration a été dévoyé pour imposer une grille de lecture spécifique des "émeutes urbaines" d'octobre-novembre 2005, référée non plus à des problèmes concrets d'exclusion et de discrimination appelant une action des pouvoirs publics, mais à d'élusifs ressentiments mémoriels (le fameux « ressentiment postcolonial »).

L'interprétation postcoloniale des émeutes de 2005 a ainsi éludé la « question sociale » au profit de la thèse identitaire et communautariste (i.e. revendiquant une identité propre passant, pour faire vite, par un *revival* de l'islam). Dans un article de référence daté de novembre 2005, l'historien postcolonialiste **Achille Mbembe** mettait en garde, de façon presque prémonitoire, contre le spectre d'une « **palestinisation** » de la révolte et de sa répression, qui conduirait la France à déclarer l'« état d'exception » : « *Tel est, quant au fond, le grave danger qui menace la société et la démocratie française – et, au-delà, l'Europe du XXI^e siècle aux prises, une fois de plus, avec sa Bête - le problème de la race auquel vient s'ajouter celui de la religion.* »

→ Une dizaine d'années plus tard, le « **ressentiment postcolonial** » s'invite désormais dans la **controverse entre islamologues sur les ressorts de la « radicalisation »** djihadiste de certains jeunes descendants d'immigrés. Mais selon **Olivier Roy**, il ne saurait être question de corréliser le phénomène djihadiste avec « *la souffrance post-coloniale, l'identification des jeunes à la cause palestinienne, leur rejet des interventions occidentales au Moyen-Orient et leur exclusion d'une France raciste et islamophobe* ». Quant à **Gilles Kepel**, pour qui « *la radicalisation ne précède pas l'islamisation* », il donne le primat à la variable religieuse ou idéologique (c'est la faute du salafisme !) tout en évoquant dans *Terreur dans l'Hexagone* (2015), l'importance de ce « refoulé colonial » dans le passage à l'acte des tueurs mus par « *un ressentiment viscéral contre l'ancienne puissance* ». Entre ces deux thèses, le politologue **François Burgat** avance **une troisième voie « tiers-mondiste »** qui ne minimiserait pas « *l'impact des vieux rapports de domination nord-sud sur le comportement des acteurs concernés* ». Pour le chercheur du CNRS, « *On ne peut pas comprendre le fait islamiste si on le déconnecte du passé colonial. La violence de la conquête de l'Algérie, la durée de son occupation figurent dans l'imaginaire de beaucoup de jeunes d'origine maghrébine comme une injustice du passé. Pour ceux qui passent à l'acte, le djihadisme est un prolongement de la dynamique indépendantiste.* » Pour l'historien **Benjamin Stora**, « *les djihadistes ne sont bien sûr pas dans un héritage algérien conscient, c'est par retour du refoulé que la situation se rejoue. (...) Mais, dans les dernières générations, il y a aussi des ruptures dans la chaîne de transmission mémorielle qui génèrent des malaises.* »

→ **Mokrane Kessi**, un militant associatif de terrain qui travaille dans la banlieue lyonnaise, s'interroge lui aussi sur la transmission mémorielle et intergénérationnelle de ce « ressentiment colonial ». « *Toutes les références à la nation ont sauté dans les quartiers* », affirme-t-il. « *Le passé colonial n'est pas réglé, tout comme la guerre d'Algérie. Dans notre ADN, on a le fait qu'on a massacré les nôtres. Mais ce qui m'inquiète, c'est que ça ne s'est pas effacé pour la 3^e et 4^e génération.* » D'autant « *qu'il n'y a pas nécessité d'avoir un lien généalogique ou familial avec cette histoire de la guerre d'Algérie pour en être imprégné* », ajoute l'écrivain **Alexis Jenni**. « *Ce sont des récits disponibles, qui circulent et qu'on s'approprie. Ce récit colonial, que personne ne connaît vraiment, flotte dans la société française* ».

³ BERTRAND Romain, 2006, *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Broissieux : Éditions du croquant, « Savoir agir », 221 p.

→ Rien d'étonnant donc à ce que l'État islamique instrumentalise l'histoire coloniale. Selon **Malik Bezouh**, « *il s'agit de montrer aux jeunes français issus de l'immigration maghrébine l'ignominie des Occidentaux qui depuis des temps immémoriaux font la guerre à l'islam. L'État islamique, passé maître dans l'art de la communication, n'ignore pas le mal-être d'une fraction de la jeunesse musulmane de France. Mal-être qui s'appuie, entre autres, sur un trouble identitaire profond.* » Pourtant, « *Daech n'a rien inventé* » rappelle le journaliste du Point **François Malye**, qui constate que « *La colonisation a toujours été présente dans la propagande des différents mouvements terroristes qui ont frappé la France à partir des années 80* ».

En définitive, la réactualisation de la question postcoloniale dans le contexte de terrorisme djihadiste et d'intégrisme musulman participe de l'**évolution du débat français vers une lecture nationaliste, à la fois protectionniste et guerrière**. Avec la guerre contre le terrorisme, on est passé d'une construction de l'immigration postcoloniale en « **altérité de l'intérieur** », pour reprendre l'expression de la sociologue et anthropologue **Nacira Guénif**, à la désignation de cette population en « **ennemi intérieur** ». Il y a alors fort à craindre, selon **Jean-François Bayart** (2016) que les « **fondamentalistes de l'identité** » (i.e. les ennemis complémentaires que sont les djihadistes et les laïcistes) en arrivent à réduire « **la zone grise** » des citoyens qui ne se reconnaissent ni dans l'idéologie laïciste érigée en religion nationale, ni dans la guerre sainte menée au nom d'une conception radicale de l'islam.

3. La « racialisation de la question sociale » : des ressorts controversés

→ En 2005, le penseur postcolonialiste **Achille Mbembe** désignait le « **racisme d'État** » comme la « la Bête » cachée, la « face nocturne de la République ». Cette Bête aurait dévoilé son visage à la faveur d'une double crise de l'immigration et de la citoyenneté. Ainsi, « *La Bête, que dans l'ordre de la démagogie l'on déployait de préférence à l'encontre des étrangers, aujourd'hui se retourne contre le corps politique lui-même et menace de le diviser en 'Français de pure souche' et 'Français pas tout à fait comme les autres'* ».

→ Dix ans plus tard, il ne fait aucun doute pour Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Dominic Thomas, les co-auteurs de « *La guerre des identités* » (2016), que le ressentiment colonial continue d'agir dans les crispations identitaires actuelles de la société française. Ainsi, « *D'un côté, il y a les Français qui se retrouvent dans le slogan du FN "on est chez nous", ou érigent des stèles à la mémoire des Français d'Algérie dans le sud de la France. De l'autre, ceux qui, dans les quartiers, minimisent les attentats des frères Kouachi*, selon les propos de **Pascal Blanchard** rapportés par **Sonya Faure** dans *Libération*. « *Comment ne pas voir qu'il s'agit aussi d'une fracture entre les héritiers de la guerre perdue des pères et ceux de l'humiliation des aïeux colonisés ?* » L'historien de l'immigration **Patrick Weil** pointe quant à lui le danger de « *répéter sans cesse que la situation actuelle est la répétition du passé, ce qui n'est pas exact, c'est fini, terminé : on emprisonne chacun dans des origines dont il ne peut plus sortir.* » Selon cette critique, **la démarche postcoloniale reste captive d'une vision déterministe de l'histoire qui attribue les maux de la société française - et notamment le désavantage structurel des minorités postcoloniales - à l'effet systématique d'un « imaginaire colonial »**. « *En enfermant le legs colonial dans un tel surdéterminisme, en utilisant le concept catastrophique d'identité, le courant postcolonial ethnicise la question sociale et politique des banlieues* », estime notamment le politologue spécialiste de l'Afrique **Jean-François Bayart**.

→ Pour le sociologue **Olivier Masclet**⁴ (2012), **faire de la colonisation le facteur décisif du racisme envers les immigrés postcoloniaux et de leurs descendants est abusif**. En effet, « *La mauvaise réputation des ressortissants des anciennes colonies s'origine sans doute dans l'entreprise de domination et de hiérarchisation ethno-raciale que furent l'esclavage et la colonisation, qui ont fabriqué du « Noir » ou de « l'Arabe » l'image d'êtres inférieurs. Mais outre que les stéréotypes ne survivent pas indépendamment de l'action des groupes qui ont un intérêt à les prolonger, ils peuvent aussi s'affranchir du passé et obéir à de nouvelles logiques* », comme la manière dont les médias représentent le problème des banlieues. Plus que racialement, **il se pourrait donc bien que la frontière soit « d'abord politiquement construite »**, par les professionnels des médias et de la politique qui entretiennent les sentiments de peur à des fins électoralistes, mais aussi par les entrepreneurs de mémoire et d'ethnicité enfermés dans une posture de dénonciation.

→ Alors **que la continuité des structures mentales et sociales héritées de la colonisation reste plus souvent postulée qu'établie de façon objective**, une nouvelle génération de militants anti-racistes est apparue depuis les années 2000 qui ne se contente plus de « *traquer les traces du passé colonial dans nos manières de voir l'immigré ou le musulman* » mais « *tracent une continuité entre l'État colonial d'alors et l'État français d'aujourd'hui, entre les colonies et les banlieues.* » **Combattre le « racisme d'État »**, vu comme « *un système d'organisation traversant l'ensemble de la société* », **est ainsi devenu le mot d'ordre polémique de ces nouveaux collectifs représentatifs de l'antiracisme « systémique »**. Si ces cercles militants se caractérisent par leur hétérogénéité (des féministes alliés avec les musulmans, des vieux activistes avec des gamins des quartiers, etc.), ils dénoncent un même « *repoussoir commun bien souvent incarné par un État considéré comme défaillant* », comme le décryptent les journalistes de Libération. « *Des lois sur le voile, jugées stigmatisantes et soutenues par une partie de la gauche, aux errements de la présidence Sarkozy sur l'"identité nationale" puis la laïcité, tout a concouru à ce que la rupture entre antiracistes repose, aujourd'hui plus que jamais, sur la question du racisme antimusulmans.* » Pour le très controversé Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), ce racisme anti-musulmans découle de l'époque coloniale, notamment dans les quartiers populaires.

→ En face, le camp de l'antiracisme « universaliste », en perte de vitesse et porté par des associations historiques (SOS Racisme, la Licra ou le Mrap) milite pour une lutte contre les discriminations « *sans segmentation communautaire* ». **Gilles Clavreul**, le délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra), fustige les tenants de l'antiracisme systémique qui « *risquent, au mieux, d'encourager les replis communautaires, au pire de favoriser le fondamentalisme religieux avec un agenda caché* ». Pour **Laurent Bouvet**, cette vision postcoloniale de la société française est prisonnière d'une **doxa victimaire qui conduit systématiquement à blâmer la société occidentale et va jusqu'à rendre le terroriste non responsable de ses actes** : « *Victime de la situation sociale dans laquelle se trouvent les populations issues de l'immigration (ghettos urbains, chômage de masse...), victime de la manière dont il est traité comme croyant, victime de « l'islamophobie » de la « laïcité à la française », du « racisme d'État »... , victime même, comme on l'a vu après l'attentat de Nice, d'une société occidentale pervertissant l'individu (bisexualité, divorce, alcoolisme, dépression...).* (...) *C'est la société occidentale qui est d'abord et avant tout à blâmer, c'est « nous » qui sommes les véritables responsables de ce qui nous arrive.* » Pour la journaliste et essayiste **Caroline Fourest** (*Le génie de la laïcité*, 2016), **c'est un mensonge grave que d'entretenir l'idée d'un « racisme d'État »** : « *Ça y est, il existe une commission "islamophobie" place de la République. On y retrouve les acteurs habituels de la propagande victimaire à haut risque. Mobilisés pour accréditer l'idée d'un "racisme d'État", alors qu'il s'agit d'un racisme de société, combattu par nos lois.* »

⁴ Masclet Olivier, 2012, Sociologie de la diversité et des discriminations, Paris : Armand Colin, coll. « 128 », 128p.

→ La polémique a rebondi en 2016 avec le lancement par deux militantes antiracistes et afroféministes, d'un « **camp d'été décolonial** », dont l'accès était réservé « *aux personnes subissant à titre personnel le racisme d'État* ». Qui de plus légitime que les « racisés » (c'est-à-dire les personnes victimes de discriminations) pour lutter contre le racisme d'État ? Selon **Nacira Guénif**, « *face à un racisme structurel, il faut construire un antiracisme politique, qui n'est pas simplement moral. L'idée n'est pas de fustiger des individualités (...), mais de construire des outils politiques pour s'émanciper de ce racisme d'État.* » Cette **racialisation stratégique** vise rien de moins que la « **déconstruction du privilège blanc** ». Le « Blanc » n'évoquant pas une couleur mais « *un statut politique qui renvoie à une position suprématiste de domination construite pendant des siècles de colonisation et d'esclavage* », précise **Nacira Guénif**. C'est ainsi que le Parti des Indigènes de la République (PIR) se retourne à présent contre les intellectuels « blancs » qui ont pourtant contribué en 2005 à publiciser la « fracture coloniale » ; mais dix ans plus tard, « *en tant que Blancs, ils se seraient emparés du postcolonial, l'auraient débarrassé de sa radicalité et de fait rendu acceptable* », comme le raconte Sonya Faure dans *Libération*. Elle cite également l'historien postcolonial **Nicolas Bancel** qui regrette que ces militants radicalisés « *essentialisent à leur tour les Blancs, ce qui est dangereux.* » Le sociologue **Philippe Corcuff** s'interroge pareillement sur les contradictions de l'antiracisme « systémique » : « *Être poussé, de manière hésitante et contradictoire, dans une logique stratégique, dans les bras d'un essentialisme culturaliste, est-ce inéluctable quand on combat l'essentialisation coloniale et islamophobe ?* »

→ Pour l'anthropologue **Jean-Loup Amselle** enfin, **le processus d'ethnisation de la société française est un phénomène complexe qui ne saurait être réduit à l'effet d'un dangereux « racisme d'État »**. D'autant que l'affirmation d'une identité minoritaire et ethnoculturelle portée par la gauche multiculturelle et postcoloniale participe d'une forme de « **racisme inversé** », tendant à imposer des spécificités raciales au nom même d'un contre-racisme. L'affaire Benzema révèle en creux selon l'anthropologue le « **piège des racismes réciproques** » : « *Car, en définitive, le reproche qui est fait à Didier Deschamps n'est pas tant d'être raciste que d'être « blanc », occupant ainsi une place qui pourrait l'être par un Noir ou un Arabe.* »

4. L'assimilationnisme à la française sur le banc des accusés

→ Au-delà d'une posture de dénonciation militante d'un « racisme d'État » et des raccourcis analogiques assimilant le traitement des banlieues à la gestion coloniale des indigènes, **le retour dans le débat public du terme « d'assimilation » traduit une réelle crispation** : « *170 ans après la mission Tocqueville, l'enjeu de la négociation se pose dans les mêmes termes : devenus membres des classes populaires, ces « indigènes » sont-ils « assimilables » ?* », interroge **Thomas Lacroix** en référence à la situation des musulmans de France. Dans ce texte daté de novembre 2015, le chercheur du CNRS reconstitue le tableau historique d'une politique assimilationniste française qui s'origine et se légitime dans le contexte colonial. Ainsi, « *l'assimilationnisme à la française est, depuis ses origines, une idéologie sélective et non universaliste. Sa mise en œuvre, qui répondait d'abord à des impératifs intérieurs, s'est accompagnée d'une multitude de contre-politiques et stratégies qui visaient à l'ethnisation de populations dites non assimilables. Cette ethnisation a pu servir à diverses fins : mise à l'écart des indigènes, gestion de la main d'œuvre, instrument d'une politique de retour. L'assimilationnisme n'est donc pas une doctrine homogène, mais une dialectique dont les effets historiques sont encore visibles aujourd'hui.* »

→ La persistance d'une telle doctrine et d'un traitement exceptionnel des immigrés postcoloniaux et de leurs descendants ne serait d'ailleurs pas sans lien, selon certains, avec une forme d'**islamophobie d'Etat**. L'historienne **Jalila Sbai** évoque ainsi la permanence d'un « **paradigme de politique publique** » à propos de la « *politique musulmane de l'Etat français* » dont les racines remontent encore à l'époque coloniale. Selon elle, **l'affaire du burkini**⁵, qui nous ramène en fait à un débat très ancien cristallisé autour du vêtement et la nudité des femmes musulmanes, relève « *du symptôme d'un passé qui ne passe pas ou qu'on ne veut pas laisser passer.* » Le discours des défenseurs de l'interdiction du burkini renvoie à la nostalgie d'une gestion coloniale des « *sujets musulmans dans l'Algérie Française* ».

→ Ces analyses rejoignent les résultats de l'enquête menée par le sociologue **Abdellali Hajat** (2012) qui montrent en quoi certaines pratiques musulmanes (le port du hijab, la polygamie et l'appartenance à une association dite islamiste, fondamentaliste, intégriste) sont jugées problématiques par l'administration car considérées comme des « **défauts d'assimilation culturelle** ». Dressant la filiation entre le droit colonial et le droit de la nationalité, le sociologue rappelle alors que « *la question de l'islam et du statut personnel musulman était au cœur des justifications coloniales de l'exclusion des indigènes musulmans de la citoyenneté française* ». D'où l'idée que le « **ressentiment postcolonial** » traduirait aussi le **sentiment des descendants d'immigrés postcoloniaux de rester des « citoyens de seconde zone** ».

→ Cette islamophobie d'Etat serait d'autant plus pernicieuse qu'elle avance masquée derrière **une « laïcité identitaire »**, dont le philosophe **Etienne Balibar** démonte l'équation symbolique. « *Ce qu'elle pose, c'est que l'identité de la République réside dans la laïcité, et, corrélativement, que la laïcité doit servir à l'assimilation des populations d'origine étrangère (ce qui veut dire en clair : coloniale et postcoloniale), toujours encore susceptibles, de par leurs croyances religieuses, de constituer un "corps étranger" au sein de la nation.* » Pour l'anthropologue américain **John Bowen**, **la laïcité constitue un bon outil théorique d'intégration, dévoyé dans son application à l'égard de l'islam**. Ainsi en France, « *au rejet du religieux en général, s'ajoute le problème de l'islam en particulier, dont le rapport à la société française est complexe car lié au passé colonial de la France ; aux émotions de la guerre d'Algérie qui ne sont pas encore cicatrisées. Pendant la période coloniale, la société était divisée entre ceux qui étaient favorables à l'intégration des Algériens et ceux qui estimaient que leur assimilation n'était pas possible.* » La promulgation de la loi de 2004 interdisant le foulard à l'école montre non seulement, selon l'anthropologue, l'importance de l'école comme « *creuset républicain* », mais aussi « *une sorte d'allergie aux différences visibles* ».

→ Pour le sociologue **Farhad Khosrokhavar**, « **ressentiment colonial** » et idéologie républicaine constituent le cocktail explosif de l'exceptionnalisme français, y compris en matière de djihadisme. Ainsi, l'« *ambition assimilationniste est de plus en plus en porte-à-faux avec la réalité quotidienne, et ce décalage grandissant angoisse tout le monde. C'est donc la force, le poids, de l'identité nationale de la France qui pose problème aujourd'hui. Elle accentue en particulier le malaise des jeunes provenant d'ailleurs, surtout d'Afrique du Nord, d'autant plus que la région a été décolonisée dans la douleur et*

⁵ C'est l'initiative d'une association de femmes musulmanes (Smile 13) qui voulait organiser une fête, réservée aux enfants et aux femmes couvertes de la poitrine aux genoux, dans une piscine privatisée qui est à l'origine de la polémique sur le « burkini ». Dans la foulée, plusieurs élus municipaux ont déposé des arrêtés pour interdire le port de ce type de tenue, créé par l'Australienne Aheda Zanetti en 2003 à destination des femmes musulmanes qui souhaitent se baigner tout en respectant certains préceptes de leur religion. La municipalité de Cannes, puis celle de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), ont été les premières à déposer leurs arrêtés durant l'été 2016 en invoquant la crainte de troubles à l'ordre public dans un contexte d'Etat d'urgence.

l'humiliation. Le départ de la France d'Algérie a fait des centaines de milliers de morts et laissé des séquelles qui sont encore présentes dans l'inconscient collectif. »

→ « *Sur fond de redéfinition rigoriste de la laïcité et de montée de l'intégrisme* », **Thomas Lacroix** rapproche la situation actuelle « *au renoncement au statut personnel religieux auquel devaient consentir les Algériens musulmans pour pouvoir bénéficier de la citoyenneté française* ». Mais, plus encore que l'intégration des primo-arrivants, « *c'est la question de la place des descendants d'immigrants qui caractérise la situation française.* » En effet, « *l'enjeu est bien celui de la définition d'un pacte social qui ressemble, à certains égards, à celui dont ont pu bénéficier les juifs au XIXe siècle : un "droit à l'indifférence" en échange d'une adhésion au projet républicain.* »

→ Selon l'historien **Benjamin Stora**, ce combat contre l'islam trahit un « **sudisme à la française** ». Le « **sudisme** », un mot emprunté à l'histoire américaine, correspond à « *une mentalité apparue en France dans les combats désespérés pour la sauvegarde de l'Algérie française et qui se perpétue dans les combats actuels contre l'islam.* » Sauf que « *la France n'est pas une société coloniale aujourd'hui* », poursuit l'historien. « *La décolonisation a eu lieu, mais subsiste un rapport au monde qui n'est ni tout à fait colonial ni tout à fait républicain.* » Pour preuve, « *la discrimination française envers les musulmans est plus forte que celle qui vise les Noirs aux Etats-Unis* », rapporte **Anne Chemin**, pour qui la conclusion de l'enquête réalisée en 2013-2014 par l'Institut Montaigne est sans appel : « *La France est prisonnière d'un cercle vicieux où la discrimination à l'égard des minorités nourrit leur repli, qui exacerbe à son tour la discrimination dont elles sont victimes.* »

→ Du « **droit à la indifférence** » au « **déni de francité** » il n'y a qu'un pas : en plus d'un fort « *sentiment de discrimination et d'injustice* », l'enquête **Trajectoires et Origines** (TeO, Ined/Insee) réalisée en 2008 auprès des immigrés et descendants d'immigrés révèle ainsi que la moitié des immigrés de nationalité française disent qu'ils ne sont « pas vus » comme des Français. Un phénomène qui concerne en priorité ceux « *qui ne ressemblent pas à des Français* » en raison de la couleur de leur peau — les Maghrébins et les Africains —, qu'ils appartiennent à la première, la deuxième ou même la troisième génération. Reste à savoir, pour conclure, si ce « **cercle vicieux** » est nourri en premier lieu par des phénomènes de relégation et de ségrégation sociales ou bien, selon l'interprétation postcoloniale, par des « **discriminations ethno- raciales** » qui réactiveraient des préjugés négatifs hérités de la colonisation. Pour le sociologue **Hugues Lagrange**, cela ne fait aucun doute : « *Si l'on parvenait à réduire les logiques de ségrégation, si les quartiers difficiles étaient moins enclavés, si la société française avait renvoyé à ces habitants une image moins hostile et des perspectives d'accomplissement personnel, les logiques identitaires ne seraient pas aussi puissantes.* »

Annexes

FAURE Sonya, 29/06/2016, « Les nouvelles guerres coloniales », *Libération.fr*. En ligne : http://www.liberation.fr/debats/2016/06/29/les-nouvelles-guerres-coloniales_1462933

BEZOUH Malik, 7/01/2016, « Ce ressentiment postcolonial qui enferme la France dans une relation délétère avec les musulmans », *Atlantico.fr*. En ligne : <http://www.atlantico.fr/decryptage/ressentiment-post-colonial-qui-enferme-france-dans-relation-deleteree-avec-musulmans-malik-bezouh-2526804.html>

STORA Benjamin, JENNI Alexis, 9/01/2016, « Le socle idéologique du FN vient de la guerre d'Algérie », *Le Nouvel Obs.com*. En ligne : <http://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20160108.OBS2466/le-socle-ideologique-du-fn-vient-de-la-guerre-d-algerie.html>

BURGAT François, 7/07/2016, « Djihadisme : Kepel et Roy oublient l'essentiel. Une troisième voie est nécessaire », *Le Nouvel Obs.com*. En ligne : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1536258-djihadisme-kepel-et-roy-oublent-l-essentiel-une-troisieme-voie-est-necessaire.html>

MOUILLARD Sylvain, DURUPT Frantz, 3/04/2016 « Plongée chez les nouveaux antiracistes », *Libération.fr*. En ligne : http://www.liberation.fr/france/2016/04/03/plongee-chez-les-nouveaux-antiracistes_1443736

OUDANNE M., COTTIAS M., JOUTARD Ph., 4/04/2016, « Les mémoires partagées : un levier pour lutter contre le racisme ? », *L'Humanité.fr*. En ligne : <http://www.humanite.fr/les-memoires-partagees-un-levier-pour-lutter-contre-le-racisme-603626>

DEBONNO E., AMSELLE J.-L., 4/06/2016, « Le football dans le piège identitaire ? », *Le Monde.fr*. En ligne : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/06/04/le-football-dans-le-piege-identitaire_4935787_3232.html

KHOSROKHAVAR Farhad, 19/07/2016, « Le jihad et l'exception française », *The New York Times.com*. En ligne : http://www.nytimes.com/2016/07/19/opinion/le-djihad-et-l-exception-francaise.html?_r=0

BOWEN John, 16/05/2016, « Avec les écoles confessionnelles, les musulmans suivent le même modèle que les catholiques et les juifs », *Le Monde.fr*. En ligne : http://www.lemonde.fr/religions/article/2016/05/16/john-bowen-avec-les-ecoles-confessionnelles-les-musulmans-suivent-le-meme-modele-que-les-catholiques-et-les-juifs_4920439_1653130.html

KESSI Mokrane, 18/07/2016, « Toutes les références à la nation ont sauté dans les quartiers », *Lyon Capitale.fr*. En ligne : <http://www.lyoncapitale.fr/Journal/Lyon/Actualite/Actualites/Toutes-les-references-a-la-nation-ont-saute-dans-les-quartiers>

MALYE François, 25/03/2016, « Qu'Allah maudisse la France ! », *Le Point.fr*. En ligne : http://www.lepoint.fr/societe/qu-allah-maudisse-la-france-25-03-2016-2027954_23.php

BOUVET Laurent, 22/07/2016, « L'islamisme, la gauche et le complexe colonial », *Le Figaro.fr*. En ligne : <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/07/22/31001-20160722ARTFIG00273-laurent-bouvet-face-a-l-islamisme-une-partie-de-la-gauche-est-aveuglee-par-son-complexe-colonial.php>

GUÉNIF Nacira, 9/05/2016, « Camp décolonial : le scandale qu'il suscite n'est qu'une preuve de la suprématie blanche », *Le Nouvel Obs.com*. En ligne : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1513178-camp-decolonial-le-scandale-qu-il-suscite-n-est-qu-une-preuve-de-la-suprematie-des-blancs.html>

MBEMBE Achille, novembre 2005, « La République et sa Bête : à propos des émeutes dans les banlieues de France », *Africultures.com*. En ligne : <http://www.africultures.com/php/?nav=article&no=4099>

LACROIX Thomas, 30/11/2015, « La France est-elle vraiment un pays assimilationniste ? », *The Conversation.com*. En ligne : <https://theconversation.com/la-france-est-elle-vraiment-un-pays-assimilationniste-51145>

BALIBAR Etienne, 29/08/2016, « Laïcité ou identité ? », *Libération.fr*. En ligne : http://www.liberation.fr/debats/2016/08/29/laicite-ou-identite_1475306

CHEMIN Anne, 02/06/2016, « Le communautarisme, mythes et réalités », *Le Monde.fr*. En ligne : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/06/02/le-communautarisme-mythes-et-realites_4930957_3232.html

LAGRANGE Hugues, 20/03/2016, « En France, les jeunes issus de l'immigration musulmane ne partagent pas un destin commun », *Le Monde.fr*. En ligne : http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/03/20/en-france-les-jeunes-issus-de-l-immigration-musulmane-ne-partagent-un-destin-commun_4886666_3232.html

CORCUFF Philippe, 2015, « Indigènes de la République, pluralité des dominations et convergences des mouvements sociaux », *grand angle libertaire.net*. En ligne : <http://www.grand-angle-libertaire.net/indigenes-de-la-republique-pluralite-des-dominations-et-convergences-des-mouvements-sociaux-philippe-corcuff/>

SBAI Jalila, 16/08/2016, « Les racines coloniales de la politique française à l'égard de l'islam », *Orient XXI*. En ligne : <http://orientxxi.info/magazine/les-racines-coloniales-de-la-politique-francaise-a-l-egard-de-l-islam,1426>

Ouvrages de référence consultés en sus des articles cités ci-dessus

BAYART J.-F., 2016, *Les fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Paris : Karthala, 104p.

BIRNBAUM Jean, 2016, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris : Le seuil, 240p.

BLANCHARD P., Bancel N., Thomas D. (dirs.), 2016, *Vers la guerre des identités ?*, Paris : La Découverte, 300p.

DHUME Fabrice, 2016, *Communautarisme. Enquête sur une chimère du nationalisme français*, Paris : Demopolis, 236p.

MASCLET Olivier, 2012, *Sociologie de la diversité et des discriminations*, Paris : Armand Colin, coll. « 128 », 128p.

HAJJAT Abdellali, 2012, *Les frontières de l'identité nationale. L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*, Paris : La découverte, 338 p.

AMSELLE J.-L., 2011, *L'ethnisation de la France*, Paris : Ed. Lignes, 144 p.

BERTRAND Romain, 2006, *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Broissieux : Éditions du croquant, « Savoir agir », 221 p.